



International Organization for Migration (IOM)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Organisation Internationale pour les Migrations

ENQUÊTE SUR LES INTENTION DE RETOUR DES DÉPLACÉS INTERNES A BANGUI

Janvier 2014



Copyright : IOM - GC

RESUME

L'analyse présentée dans ce rapport est tirée d'une enquête réalisée entre 15 et 16 janvier 2014, au cours des visites journalières des Facilitateurs des Sites visant à capter les intentions de retours des personnes vivant dans les sites à Bangui. Au total, **587** déplacés ont été interrogés au sein de **46** sites différents représentant 56% de la population déplacée dans les sites de Bangui.

Les principaux résultats sont les suivants :

Déplacement :

85% des personnes interrogées au sein de sites de déplacement indiquent avoir quitté leur lieu d'origine en décembre 2013

99% des personnes interrogées indiquent que l'insécurité est l'une des raisons les ayant poussé à quitter leur lieux d'origine

18% des personnes interrogées indiquent avoir été sur plusieurs site de déplacement avant d'arriver sur celui dans lequel l'enquête s'est déroulée

Intentions :

72% des personnes sondées ont l'**intention de rentrer** dans leur quartier d'origine dans les quatre prochaines semaines tandis que 26% n'ont pas l'intention de quitter le site sur cette même période.

Toutefois, ce retour est conditionné. **85%** des interrogés indiquent que le retour des membres de la famille est conditionne à une présence accrue des force de l'ordre dans le quartier.

Un tiers des personnes interrogées indiquent que le domicile de retour est endommagée voire détruit (et les biens voles) ce qui explique que le retour vers le quartier est retardé.

Besoins :

Trois besoins principaux ont été identifiés dans les quartiers (outre la sécurité): le logement (17%), l'alimentaire (11%) et les biens non-alimentaire (11%).

92% des déplacés interrogés ont été contraint d'interrompre leurs activités professionnelles à la suite du déplacement

1. INTRODUCTION

Au cours des dernières semaines, l'évolution de la situation politique et sécuritaire sur Bangui, République Centre Africaine, a poussé l'ensemble de la communauté internationale et humanitaire à se poser la question du retour des populations déplacées vivant actuellement sur les sites de déplacement spontanés vers les quartiers.

Les conditions ainsi que l'importance de ces retours demeurent insuffisamment documentés pour comprendre les flux de population à venir. Ce document vise à éclairer autant que possible les intentions de retour des déplacés et à mieux saisir les conditions dans lesquelles les déplacés vont revenir sur le lieu d'origine.

2. METHODOLOGIE

La matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM) de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) contribue à l'analyse et à la cartographie des populations déplacées et des communautés d'accueil pour améliorer le ciblage et la priorisation de l'assistance humanitaire et de transition. Cet outil contribue au monitoring des dynamiques et taille des sites de déplacement spontanés et à l'identification des lacunes de la réponse humanitaires.

Avec le soutien de cinq partenaires locaux (AFPE, AIDE, IDEAL, JUPEDDEC et REMOD) et deux organisations non-gouvernementales (Mercy Corps et Danish Refugee Council), l'OIM déploie des équipes de 1 à 3 facilitateurs des sites sur les sites de déplacements spontanés. Ces équipes rencontrent de manière journalière les informateurs clés de chaque site accessible.



587 DEPLACES INTERROGES

46 CAMPS VISITES

Le 15 et 16 janvier 2014, au cours de leur visite journalières des sites, les facilitateurs des sites, muni d'un questionnaire (en **Annexe**) visant à capter les intentions de retours des personnes vivant dans les sites, ont interrogé **587** déplacés au sein de **46** sites différents.

SSID	# Personnes interrogées	SSID	# Personnes interrogées	SSID	# Personnes interrogées
BGI_S002	6	BGI_S038	9	BGI_S068	13
BGI_S003	6	BGI_S039	25	BGI_S069	8
BGI_S006	4	BGI_S041	20	BGI_S070	6
BGI_S009	45	BGI_S044	18	BGI_S072	2
BGI_S015	39	BGI_S047	15	BGI_S076	15
BGI_S016	5	BGI_S049	3	BGI_S077	4

BGI_S020	8	BGI_S050	9	BGI_S079	8
BGI_S025	20	BGI_S051	21	BGI_S080	3
BGI_S026	16	BGI_S053	17	BGI_S081	10
BGI_S028	7	BGI_S056	1	BGI_S083	16
BGI_S029	5	BGI_S057	18	BGI_S084	5
BGI_S030	7	BGI_S058	18	BGI_S086	45
BGI_S031	20	BGI_S061	1	BGI_S088	9
BGI_S034	21	BGI_S064	7	BGI_S089	4
BGI_S035	32	BGI_S066	2		
BGI_S037	1	BGI_S067	13		

3. RESULTATS

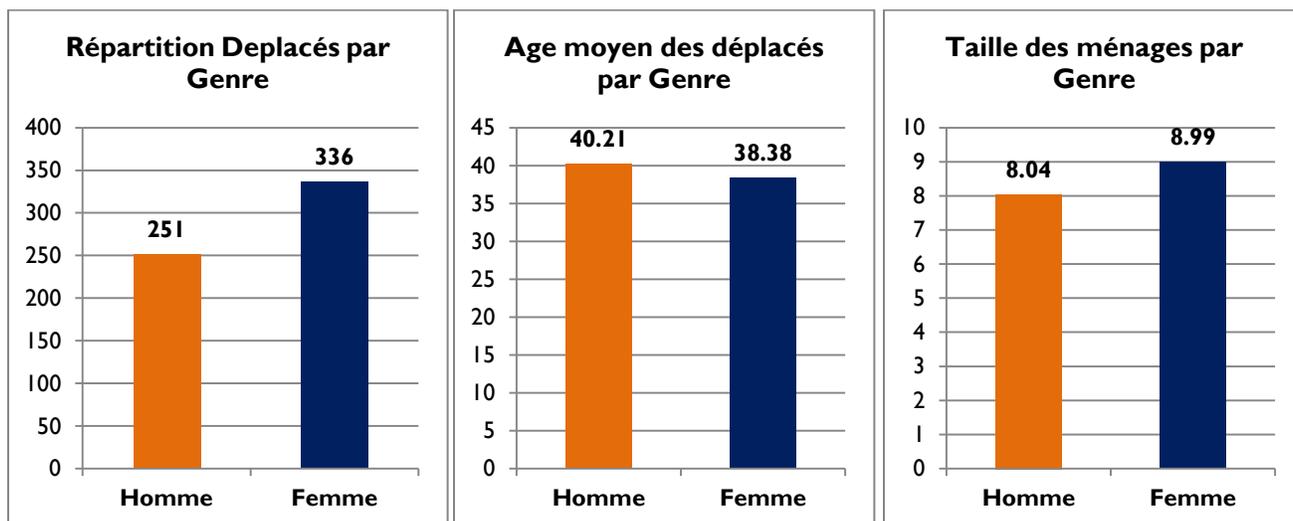
Cette section présente les principaux résultats de l'enquête.

3.1. Données démographiques

Au total, 578 personnes ont été interrogées au cours de l'enquête sur les aires de Bangui et de Bimbo au sein de 46 sites de déplacés.

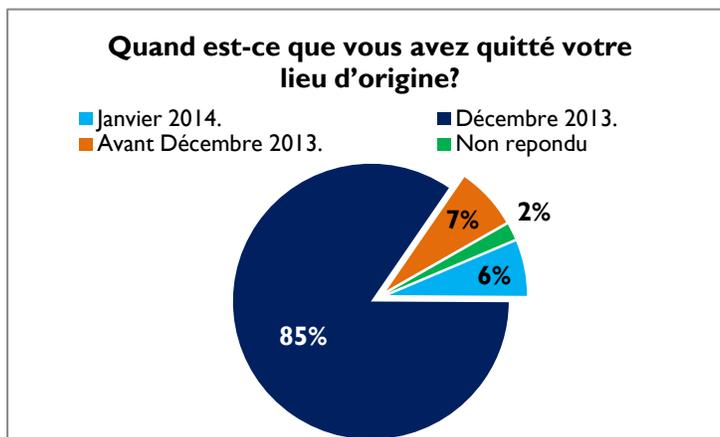
Les personnes déplacées interrogées sur les différents sites enquêtés présentent une répartition par genre relativement inégale puisque les SF ont rencontré **43% d'hommes** (# 251) et **57% de femmes** (# 336). Ces données peuvent mettre en lumière une présence plus importante des femmes au sein des sites.

L'âge moyen des personnes interrogées est de 40.21 ans chez les hommes et 38.38 ans chez les femmes déplacées. Les données collectées indiquent une taille du ménage supérieure chez les femmes déplacées interrogées (8.99) que chez les hommes (8.04).



3.2. Déplacements et conditions du déplacement

Plusieurs questions posées aux personnes déplacées visaient à mieux connaître les conditions liées au déplacement initial. **85%** des personnes interrogées au sein de sites de déplacement indiquent avoir quitté leur lieu d'origine en décembre 2013 (le terme « lieu d'origine » est utilisé par les enquêteurs dans les questions suivantes comme le lieu précédent directement le déplacement). 7% des déplacés interrogés ont quitté leur zone d'habitation au cours du mois de janvier 2014.



Le déplacement initial s'explique avant tout par une insécurité sur le lieu d'origine, 99% des personnes interrogées indiquent que l'insécurité est l'une des raisons les ayant poussé à quitter leur lieu d'origine (Question à choix multiples).¹ 18% ont indiqué que ce sont également des raisons économiques qui ont contraint ces ménages à s'installer sur des sites de déplacés. Enfin 5% ont aussi indiqué d'autres raisons (généralement directement liées à la question sécuritaire) telles que la destruction ou l'incendie du foyer des ménages ou les pillages.



Par ailleurs, il faut noter que 18% des personnes interrogées indiquent avoir été sur plusieurs site de déplacement avant d'arriver sur celui dans lequel l'enquête s'est déroulée. Ces cas de déplacement secondaire mettent en lumière l'importance des mouvements de déplacés entre camps.



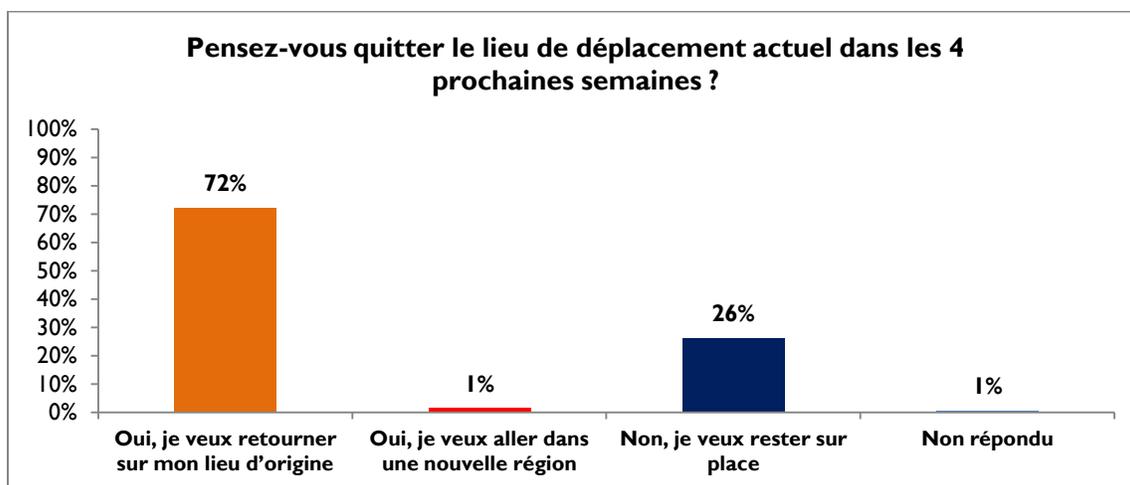
¹ Question à choix multiples, les pourcentages sont donc exprimés en pourcentage sur les répondants et donc supérieur a 100%)

3.3. Intentions de retour

Afin de saisir les intentions de retour des ménages des camps vers les quartiers, les enquêteurs ont posé la question suivante à l'échantillon de 587 personnes déplacées : « **Pensez-vous quitter le lieu de déplacement actuel dans les 4 prochaines semaines ?** »

72% des personnes sondées indiquent avoir l'intention de rentrer dans leur quartier d'origine dans les quatre prochaines semaines tandis que 26% n'ont pas l'intention de quitter le site sur cette même période. 1% des interrogés indiquent vouloir sortir du site et s'installer dans une autre zone.

Le 3^e, 4^e et 5^e arrondissement de Bangui sont les principales zones citées par les 72% de personnes souhaitant revenir dans les quatre prochaines semaines. Toutefois, ces retours sont conditionnés à une amélioration de la situation sécuritaire dans les quartiers de retour (voir ci-dessous).



Afin de comprendre ce qui retient les déplacés de revenir des aujourd'hui chez eux, les enquêteurs ont demandé aux personnes déplacées : « **Si vous avez l'intention de retourner sur votre lieu d'origine et de quitter le site, qu'est-ce qui vous empêche de le faire des aujourd'hui ?** (plusieurs choix) ». Sans surprise, 85% des répondants ont mis en avant la situation sécuritaire sur le quartier d'origine comme l'une des motivations pour rester sur le site.

En lien direct avec l'évolution de la situation sécuritaire, 55% des répondants ont indiqué vouloir attendre de voir comment évolue la situation politique avant de décider d'un éventuel mouvement de retour vers les quartiers.

Par ailleurs, près de la moitié des répondants ont indiqué faire face à des difficultés économiques ne permettant pas forcément un retour sur le quartier d'origine. Cette donnée sera davantage développée dans la section (**Economie des ménages**), elle indique notamment une utilisation massive des ressources financières et matérielles des ménages pour la survie au sein des camps.

Enfin, plus d'un tiers des personnes interrogées indiquent que le domicile de retour est endommagée voire détruit (et les biens volés) ce qui explique que le retour vers le quartier est retardé.

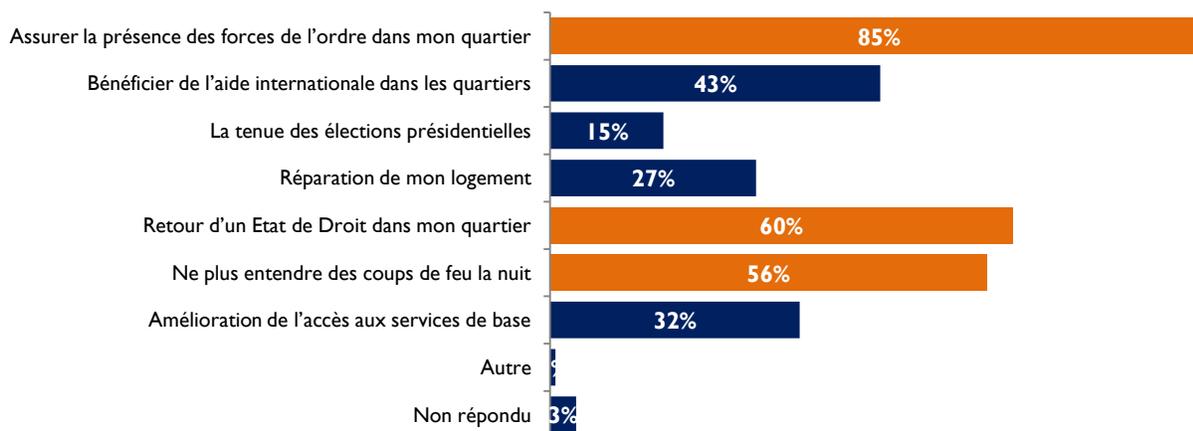
Qu'est-ce qui vous empêche le site de déplacement dès aujourd'hui ? (plusieurs choix)



La question suivante posée par les enquêteurs se rapproche de la question ci-dessus mais permet de mesurer les réponses de manière indirecte et d'impliquer le moins possible l'enquêté lui-même, la question a été posée de la manière suivante : « **Supposons que vous avez un membre de votre famille qui vit dans le site actuellement. Quelles sont les conditions qui feraient que ce proche quitte le site dans les prochains jours et retourne dans son lieu d'origine?** » (Plusieurs réponses possibles).

85% des interrogés indiquent que le retour des membres de la famille est conditionné à une présence accrue des forces de l'ordre dans le quartier. De manière similaire, le retour d'un « Etat de Droit » dans le quartier est une condition indispensable au retour.

Supposons que vous avez un membre de votre famille qui vit dans le site actuellement. Quelles sont les conditions qui feraient que ce proche quitte le site dans les prochains jours et retourne dans son lieu d'origine (plusieurs choix)

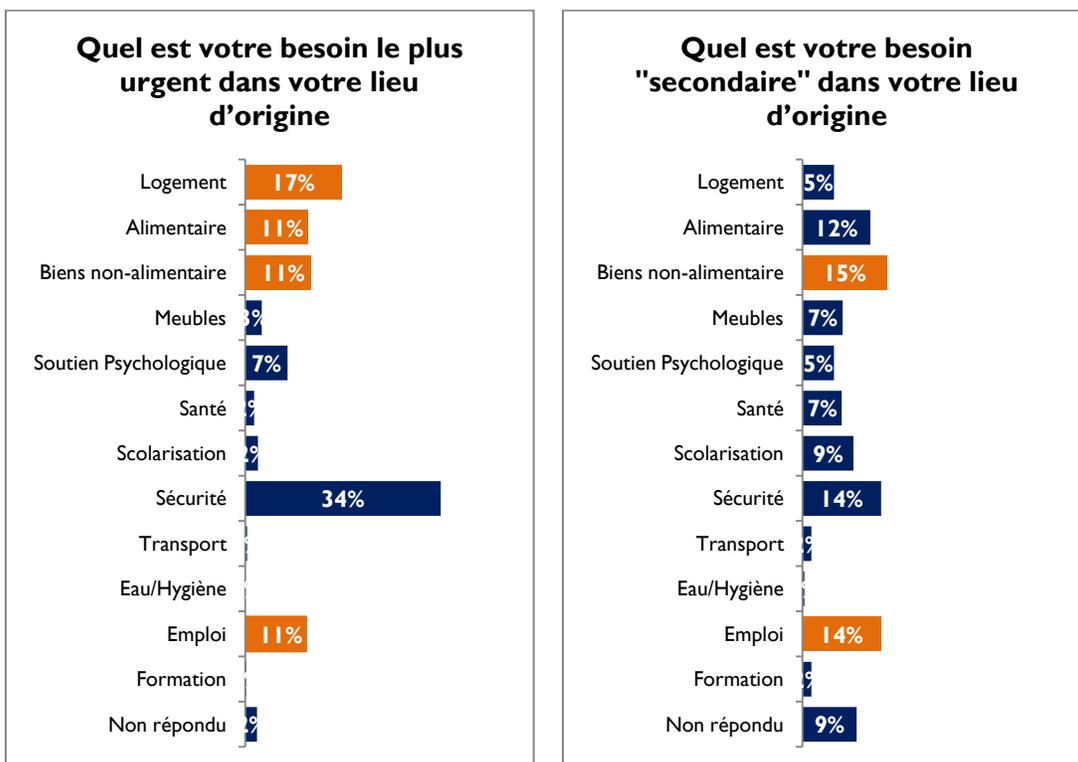


3.4. Besoins sur les zones de retour

La question précédente indique qu'un retour des déplacés serait facilité par une concentration plus importante de l'aide humanitaire au niveau des quartiers de retours (45% des répondants). Les deux questions suivantes posées aux personnes déplacées mettent en lumière une certaine hétérogénéité au niveau des besoins identifiés dans ces quartiers de retours.

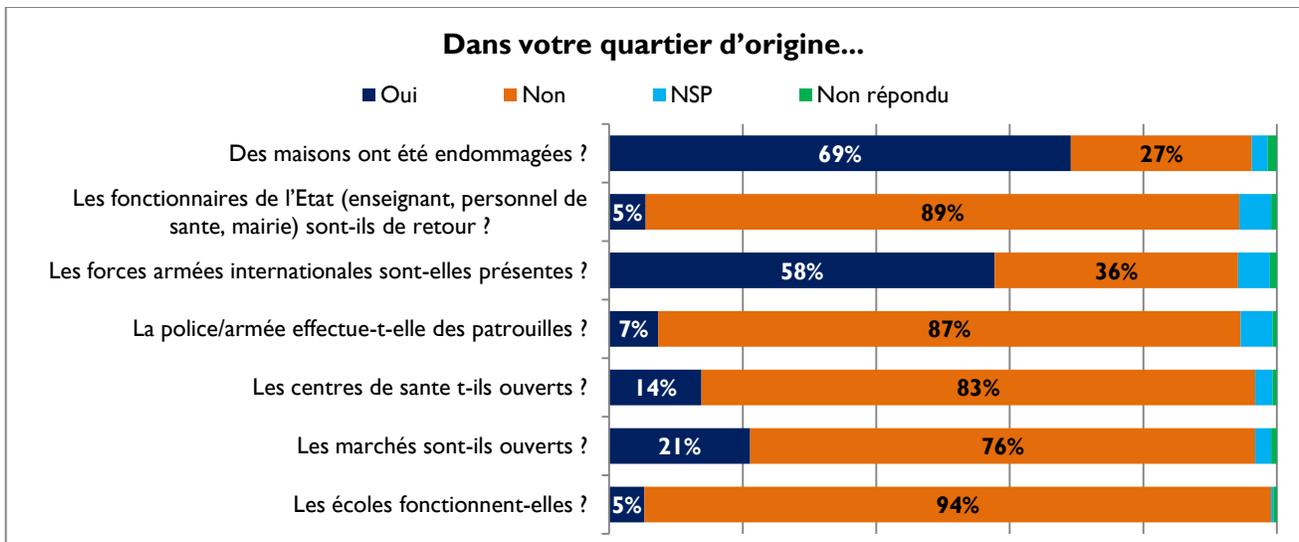
La sécurité demeure le principal besoin identifié par les déplacés (34% en tant que besoin le plus urgent et 14% en tant que besoin « secondaire »). Trois autres besoins principaux ont été identifiés : le logement (17%), l'alimentaire (11%) et les biens non-alimentaire (11%).

L'emploi en tant qu'activité génératrice de revenu est également considéré comme une priorité par près de 25% des déplacés (besoin primaire et secondaire confondu). La section « Economie des Ménages » développe davantage ces résultats.



Afin de saisir la perception des populations quant à la sécurité et au retour de la vie dans leur quartier d'origine, les enquêteurs ont demandé aux personnes déplacées interrogées l'état des services des services dans les quartiers. Selon les déplacés, encore très peu de fonctionnaires d'état sont rentrés dans les quartiers. Dès lors, il n'est pas surprenant de voir que très peu d'écoles (5%) et centres de sante (14%) sont ouverts. Il en est de même pour les marchés (21%) dont beaucoup se sont déplacés au sein des sites de déplacement.

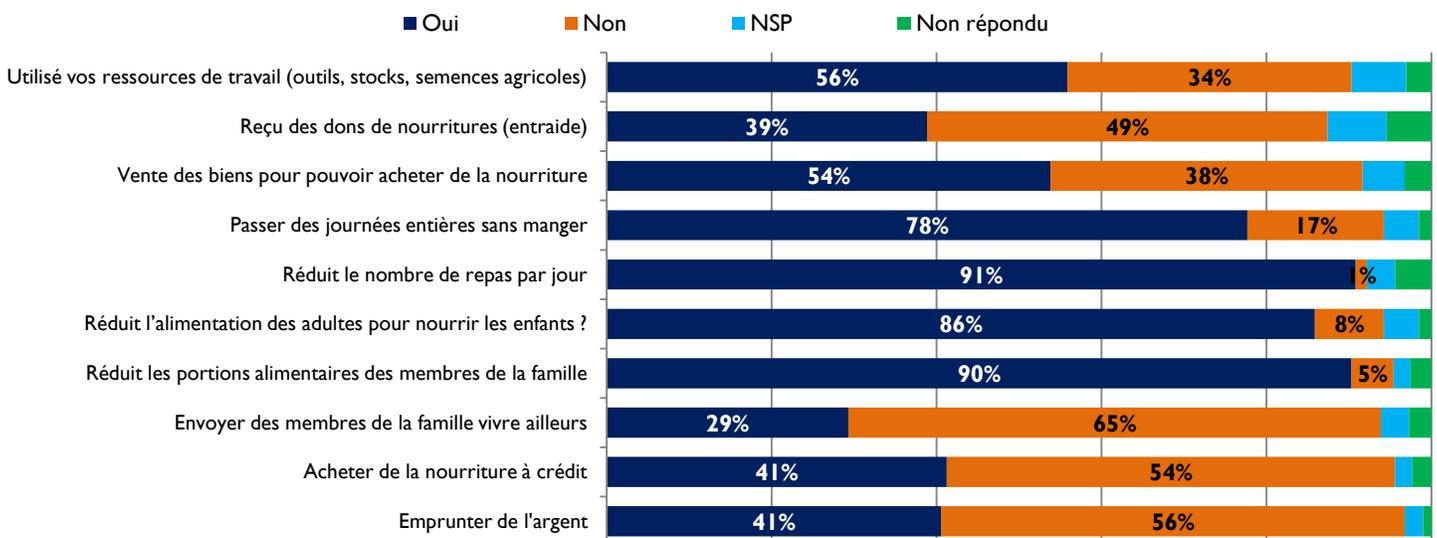
Enfin, 69% des déplacés interrogés indiquent que des habitations ont été endommagées au sein de leur quartier de retour.



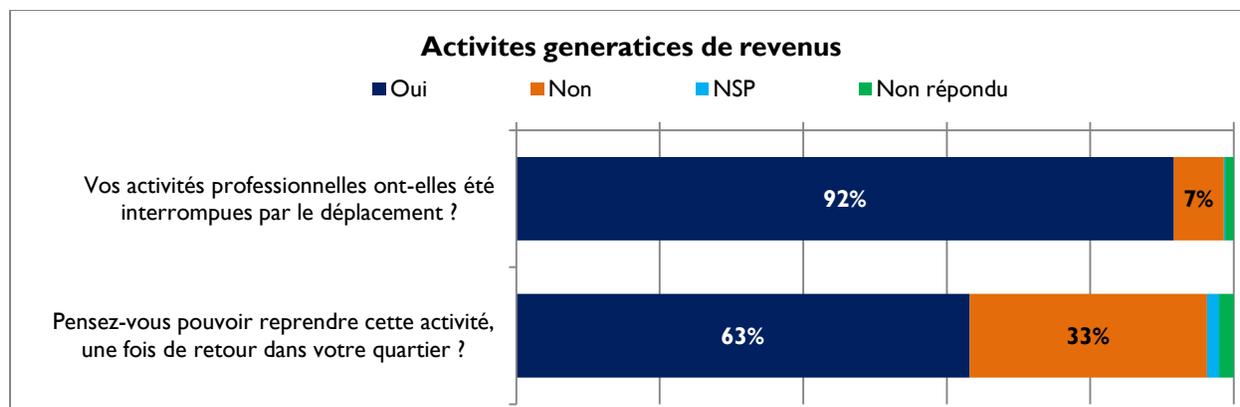
3.5. Economie des ménages

La dernière section du questionnaire se concentrait sur l'utilisation par les ménages déplacés des ressources matérielles et financières au sein des sites et sur les mécanismes de survie mis en place par les déplacés. Le graphique suivant indique les mécanismes de survie couramment utilisé par les personnes déplacées. La réduction des portions alimentaires (90%) ou simplement du nombre de repas (91%) constituent des mécanismes très fréquemment utilisés par les déplacés. Les ménages ont également retourné à l'emprunt ainsi que la vente des biens personnels afin d'obtenir les liquidités suffisantes pour acheter des vivres, plaçant les populations dans un cercle vicieux (endettement/alimentation/Perte des outils pour les activités génératrices de revenus).

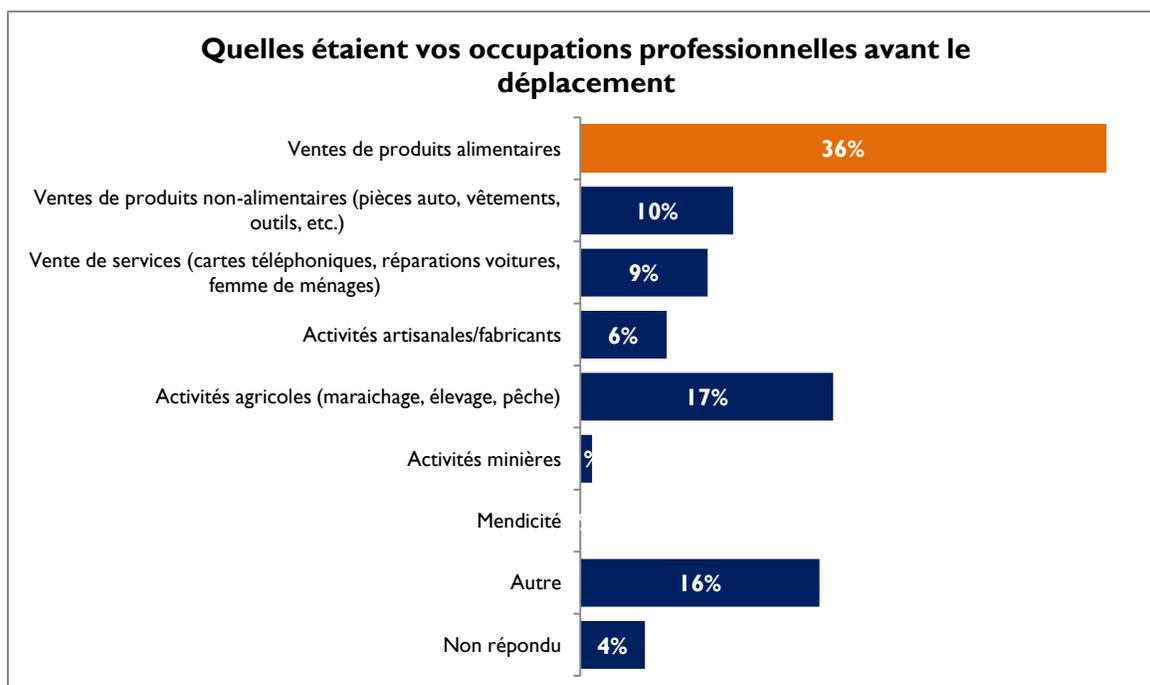
Au cours des deux dernières semaines, avez-vous...



Enfin, dans une perspective de retour des populations dans les quartiers, les enquêteurs se sont intéressés à la reprise des activités génératrices de revenus dans les zones de retour posant les questions suivantes : « **Vos activités professionnelles ont-elles été interrompues par le déplacement ?** » et « **Pensez-vous pouvoir reprendre cette activité, une fois de retour dans votre quartier ?** ». 92% des déplacés interrogés ont été contraint d’interrompre leurs activités professionnelles à la suite du déplacement. Sur ces 92%, 63% estiment pouvoir reprendre leur activité une fois de retour dans les quartiers. Toutefois les commentaires reçus avec cette question indiquent que les activités professionnelles ne pourront pas facilement redémarrer étant donné la vente ou l’utilisation des outils et moyens de productions.



Les activités professionnelles avant le déplacement sont recensés dans le graphique suivant et font état d’une importante part de vendeurs de produits alimentaires (36% des activités) et des activités agricoles (maraichage, élevage et pêche sont inclus).



4. CONCLUSION

Sans surprise, l'enquête de l'Organisation Internationale pour les Migrations effectuée entre le 15 et le 16 janvier 2014 par le biais des facilitateurs de site met en lumière des intentions de retours des personnes déplacées interrogées (#587) qui sont conditionnées à une amélioration sécuritaire et politique de la situation dans le pays.

Selon les données collectées pour ce rapport, la reprise de la vie (économique, administrative) dans les quartiers de retour ce fera à condition d'une présence accrue des forces armées dans les zones d'habitations et une sécurisation particulièrement importante dans la nuit (« *Ne plus entendre de coups de feu* »). Cela contribuerait à mettre un terme à un phénomène particulièrement visible qui consiste pour le chef de ménage, principalement les hommes, à rentrer dans son logement seul la nuit afin d'éviter les pillages).

En outre, ce retour dans les quartiers ne pourra se faire qu'avec un accompagnement des personnes déplacées. La perte des outils de travail, le pillage et les destructions de maisons et l'endettement des ménages afin de nourrir les membres de la famille ont rendu plus vulnérables encore des populations déjà lourdement affectés sur le plan matériel et financier.

Bien qu'une proportion importante des déplacés interrogés ont été contraint d'interrompre leurs activités génératrices de revenus au cours du déplacement, une majorité indiquent pouvoir reprendre ces activités une fois de retour dans les quartiers. Toutefois, la vente des outils de travail, l'utilisation des semences pour nourrir le ménage ou la perte et le vol des moyens de production risquent de compromettre cette éventuelle reprise économique et probablement un retour rapide des populations à une vie normale.

Ce rapport met donc en lumière l'importance d'un accompagnement au retour une fois la sécurité revenue dans les quartiers. Cet accompagnement devra prendre divers formes en fonction des besoins exprimés dans cette analyse : **Alimentaire** pour les cas les plus vulnérables, **Logement** et **Bien non-alimentaire** suite à la destruction de nombreux logements et le vol des biens, **Economique** et **Agricole** pour les populations ayant perdu, vendu ou utilisé leurs outils de travail, **Psychologique** pour certain même puisque 15% des personnes interrogées ont fait état de ce besoin une fois de retour dans les quartiers.

Enfin, cet accompagnement au retour devra également prendre en considération l'importance des activités de réconciliation intercommunautaires.

5. ANNEXE

Personne enquêtée : Homme / Femme		Age : _____	Nombre de membres dans la famille :
1. Quand est-ce que vous avez quitté votre lieu d'origine? (1 choix)	1. Janvier 2014. 2. Décembre 2013. 3. Avant Décembre 2013.		
2. Pour quelles raisons avez-vous quitté ce lieu d'origine ? (plusieurs choix)	1. Insécurité sur le lieu d'origine. 2. Raisons économiques. 3. Je viens vendre biens et produit alimentaires sur le marché du site. 4. Autre :		
3. Ce site est-il votre 1er site de déplacement ou êtes-vous restés dans d'autres sites avant d'arriver ici? (1 choix)	1. Oui , c'est mon premier site de déplacement. 2. Non , je suis d'abord passe par d'autres sites avant.		
4. Au cours des deux dernières semaines, avez-vous...			
a. Emprunter de l'argent <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas	b. Acheter de la nourriture à crédit <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas		
c. Envoyer des membres de la famille vivre ailleurs que dans le site <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas	d. Réduit les portions alimentaires des membres de la famille <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas		
e. Réduit l'alimentation des adultes pour nourrir les enfants ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas	f. Réduit le nombre de repas par jour <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas		
g. Passer des journées entières sans manger <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas	h. Vente des biens pour pouvoir acheter de la nourriture <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas		
i. Reçu des dons de nourritures (entraide) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas	j. Utilisé (vendu, mangé) vos ressources de travail (outils, stocks, semences agricoles) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne Sais Pas		
5. Pensez-vous quitter le lieu de déplacement actuel dans les 4 prochaines semaines ? (1 seule réponse)	1. Oui , je veux retourner sur mon lieu d'origine (Précisez la zone _____) 2. Oui , je veux aller dans une nouvelle région. 3. Non , je veux rester sur place. 4. Autre : _____		
6. Si vous avez l'intention de retourner sur votre lieu d'origine et de quitter le site, qu'est-ce qui vous empêche de le faire des aujourd'hui ? (plusieurs choix)	1. Je n'ai pas les moyens financiers de rentrer. 2. Mon logement est endommagé/Mes biens voles. 3. Car j'ai des activités économiques sur le site. 4. Car mon quartier d'origine n'est pas sécurisé /absence des forces de l'ordre. 5. Car je veux bénéficier de l' aide des organisations internationale. 6. Je veux attendre de voir comment la situation politique et sécuritaire évolue. 7. Pas de reprise des activités économiques sur ma zone de retour 8. Autre _____		
7. Supposons que vous avez un membre de votre famille qui vit dans le site actuellement. Quelles sont les conditions qui feraient que ce proche quitte le site dans les prochains jours et retourne dans son lieu d'origine ? (plusieurs choix)	1. Assurer la présence des forces de l'ordre dans mon quartier. 2. Bénéficier de l' aide internationale dans les quartiers. 3. La tenue des élections présidentielles. 4. Réparation de mon logement 5. Retour d'un Etat de Droit dans mon quartier. 6. Ne plus entendre des coups de feu la nuit. 7. Amélioration de l'accès aux services de base (eau, nourriture, éducation, sante, etc.) 8. Autre : _____		
8. Quel est votre besoin le plus urgent dans votre lieu d'origine. (1 choix)	1. Logement 2. Alimentaire 3. Biens non-alimentaire 4. Meubles 5. Soutien Psychologique 6. Santé 7. Scolarisation 8. Sécurité 9. Transport 10. Eau/Hygiène 11. Emploi 12. Formation		
9. Quel est votre besoin secondaire dans votre lieu d'origine. (1 choix)	1. Logement 2. Alimentaire 3. Biens non-alimentaire 4. Meubles 5. Soutien Psychologique 6. Santé 7. Scolarisation 8. Sécurité 9. Transport 10. Eau/Hygiène 11. Emploi 12. Formation		
10. Dans votre quartier d'origine,			
10.1. Les écoles fonctionnent-elles ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
10.2. Les marchés sont-ils ouverts ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
10.3. Les centres de sante t-ils ouverts ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas

10.4. La police/armée effectue-t-elle des patrouilles ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
10.5. Les forces armées internationales sont-elles présentes ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
10.6. Les fonctionnaires de l'Etat (enseignant, personnel de sante, mairie) sont-ils de retour ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
10.7. Des maisons ont été endommagées ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
11. Quelles étaient vos occupations professionnelles avant le déplacement (plusieurs choix)	1. Ventes de produits alimentaires. 2. Ventes de produits non-alimentaires (pièces auto, vêtements, outils, etc.) 3. Vente de services (cartes téléphoniques, réparations voitures, femme de ménages) 4. Activités artisanales/fabricants. 5 Activités agricoles (maraichage, élevage, pêche) 6. Activités minières 7. Mendicité 8. Autre : _____		
12. Vos activités professionnelles ont-elles été interrompues par le déplacement ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
13. Pensez-vous pouvoir reprendre cette activité, une fois de retour dans votre quartier ?	1. Oui	2. Non	3. Ne Sais Pas
13.1. Si NON à QUESTION 13, Pourquoi ?			